

LES « CARNETS »
DE VANDERVELDE

par Victor LAROCK

Celui que des générations de militants belges ont appelé « le Patron », notait au jour le jour les événements qui le préoccupaient le plus. Il avait, en 1938, fait paraître un premier volume de « Souvenirs d'un militant socialiste », qui s'arrêtèrent au milieu de l'entre-deux-guerres.

Un éditeur parisien publie ses « Carnets » se rapportant aux années 1934-1938. C'est une série de notes, généralement brèves, qui se présentent comme les matériaux d'un second volume de « Souvenirs » que Vandervelde n'a pas eu le temps de composer.

L'ouvrage s'ouvre sur un avant-propos du professeur Maurice Ansiaux. Témoignage d'un ami, plus proche, croyons-nous, du libéralisme que du Parti ouvrier. D'autres témoignages de non-socialistes sont repris dans les Annexes. Pour le dire tout de suite, il en est au moins un qui ne devrait pas s'y trouver.

Gouvernement Van Zeeland. Conflit italo-éthiopien. Guerre d'Espagne. Lutte contre le rexisme. Expansion du fascisme en Europe. Dissensions au sein du POB. Dangers de guerre. Crise de Munich...

Que tout cela paraît loin ! Cependant, plus d'un fait évoqué dans ces notes reste étroitement lié, dans bien des mémoires, au cataclysme qui allait bouleverser l'Europe et le monde.

Vandervelde le pressentait. Il assistait, angoissé, impuissant, à la montée des périls. A la différence de Jaurès, qui ne voulait jamais croire aux fatalités inhumaines, il prévoyait le déroulement implacable des événements. Il savait que le déclin du socialisme international annonçait celui de la démocratie, et à la progression de l'ombre qui s'étendait sur notre continent il mesurait l'aveuglement des hommes et la ruine de ses propres espoirs.

La guerre d'Espagne devait être le sinistre prélude de la seconde guerre mondiale.

La plupart des pages de ce livre traduisent l'obsession que Vandervelde en éprouvait. Dès le premier jour, il avait compris que la guerre civile espagnole se doublerait d'un affrontement entre les démocraties européennes, divisées et irrésolues, et les fascismes coalisés.

Par la parole et par la plume, inlassablement, il luttait contre l'inéluctable ; et même lorsque les troupes de Mussolini et les avions d'Hitler eurent terrassé la République il refusa de s'incliner devant le fait accompli.

Il était allé à Madrid, accompagné de sa femme, peu de mois avant que toute résistance devint inutile. Il lui semblait qu'il devait tout ce qu'il lui restait de force à la défense d'une cause juste — et désespérée.

S'il avait vécu, aurait-il publié ces notes telles que nous les trouvons ici ?

Il s'en serait certainement inspiré, mais il est probable qu'il les aurait remaniés et complétés. A côté d'impressions et de relations détaillées, on y trouve de simples brouillons ou des rappels qui ne pouvaient servir de aide-mémoire.

On y trouve également des imperfections d'écriture, que Vandervelde n'aurait certainement pas laissé subsister. Il avait le souci d'une forme sans défaut, ses conversations à ce sujet et ceux qui l'ont entendu évoquer avec l'historien Seignobos savent combien il en était préoccupé.

Surtout, on trouve, dans ce recueil de notes, les signes d'une amertume qui, avec le temps, aurait sans doute cédé à la sérénité de l'oubli.

Tout homme qui s'est longuement dévoué à une cause doit s'attendre à l'incompréhension, sinon à l'ingratitude. Qu'il se tourmente et s'irrite, quoi de plus humain ? Mais quand la générosité d'esprit, comme c'était le cas chez « le Patron », égale la hauteur de caractère, le sentiment qui finit toujours par l'emporter est celui d'un tranquille détachement. La seule chose qui importe est de rester fidèle à soi-même et à ceux qui vous font confiance. Et la conscience de cette fidélité compte infiniment plus que le souvenir des blessures les plus vives.

Quelques-uns d'entre nous se souviennent d'une conversation avec Vandervelde, à la Maison du Peuple. Grand lecteur, il venait de relever, dans la « Correspondance » de l'Anglais Charles Gordon — « Gordon Pacha » — un trait d'humour qu'il rapportait à sa situation.

Gordon, gouverneur du Soudan, avait eu des démêlés avec un ministre de Londres. A la fin d'une dernière lettre, il lui écrivait : « Monsieur, tôt ou tard et peut-être bientôt, vous et moi serons logés dans deux belles boîtes de bois noir, longue de sept pieds et larges de trois. Ne croyez-vous pas qu'à ce moment-là nos disputes d'aujourd'hui n'aient plus guère de sens ?.. »

— C'est bien aussi ce que je pense, disait « le Patron ».

On regrette enfin, nous l'avons dit, de trouver, dans les Annexes de l'ouvrage, au moins cinq pages que Vandervelde n'y aurait pas mises. C'est un article d'une feuille d'extrême-droite auquel il en est fait allusion dans une note du 7 juin 1938. Mais l'allusion est méprisante, et l'article est signé d'un nom marqué par la trahison.

En revanche, l'éditeur a eu raison de reproduire, en photocopie du manuscrit, ces quelques lignes :

« ...Je garde intacte la ferveur socialiste de mon jeune temps. Quoi qu'il arrive, j'ai ma récompense. Je me sens aimé de ces travailleurs à qui, toute ma vie, j'ai donné le meilleur de moi-même. »

Il venait d'entrer dans sa soixante-douzième année, qui devait être celle de sa mort.

Le témoignage qu'il se rendait en ces termes simples et justes était celui que la classe ouvrière de Belgique lui a toujours rendu.

Victor LAROCK.

(« Le Peuple de Bruxelles »
E. Vandervelde, « Carnets », 1934-
1938, Editions Internationales, 170 p.

La Classe trabajadora

Por Cesar BARONA

En la serie dedicada al « socialismo frente a las formas modernas del capitalismo », el Centro de estudios socialistas, en la alcaldía de Cachán (Seine), el día 23 de marzo de 1966, ha celebrado un coloquio-debate, presidido por el compañero Giraud, de la S. F. I. O., catedrático de la Universidad, presidente de dicho Centro, dedicado a los asalariados.

Los diferentes oradores socialistas, pertenecientes a todas las tendencias existentes, coincidieron al afirmar el crecimiento de los asalariados en la sociedad capitalista actual.

Ya Marx y Engels en « El Manifiesto Comunista » definieron el proletariado como lo que era : asalariados. Todos los trabajadores, aquel que tiene que vender o capacidad de trabajo al capitalista, propietario de los medios de producción, es un proletario. Proletario, trabajador y asalariado se identifican. No hay más que examinar los balances que se presentan a fin de año al Ministerio de Finanzas para ver cómo aumentan los asalariados en la sociedad actual. Esto se deriva de tendencias que ya previó Marx en el capitalismo. Estas tendencias son la concentración y centralización de la riqueza, y la entrada de las clases medias en el proletariado. Derivado de esas tendencias y del progreso del capitalismo tenemos hoy el

crecimiento de los asalariados. Según se expresó uno de los que intervinieron en el debate, los asalariados forman ya el 80 por 100 de la población activa en la sociedad capitalista actual. Sin embargo, la diversidad de empleos y el espíritu de categoría presentan un problema, según el cual, existe una diferencia entre los trabajadores. Los cuadros, ingenieros y técnicos, son tan asalariados como los demás obreros, incluso si no tienen conciencia de ello, pues en su trabajo son tan « extraños » como los otros asalariados en el sentido que lo entendió Marx.

El patrono hace resaltar las divisiones entre los trabajadores absolutamente injustificables si nos atenemos al trabajo.

No obstante, ha aumentado la diversidad dentro de la clase trabajadora y hoy nos encontramos con una clase obrera heterogénea, más diversificada que en el pasado, ya que se dividen los trabajadores en asalariados de dirección y de ejecución; la introducción de las máquinas en el trabajo ha diversificado las categorías de los trabajadores en lugar de unificarlas, como se esperaba. Los trabajadores no tienen la homogeneidad de antes frente al capitalismo de hoy que también ha perdido mucho del derecho de propiedad. Esta hete-

rogeneidad de la clase trabajadora, origina la pluralidad de los partidos obreros, siguiendo la diversidad existente entre los trabajadores y así tenemos hoy a los partidos comunistas que defienden la pluralidad de los partidos en el período transitorio de la sociedad y no la dictadura como hacían antes.

Los asalariados se encuentran hoy, no enfrente a los capitalistas individuales, frente al patrón propietario-empresario, como antes, sino a las colectividades, sean sociedades, entidades locales, provinciales o el mismo Estado. Ya no es el capitalista tradicional el que tienen enfrente, es una colectividad, la mayor parte de las veces, de carácter público, las nacionalizaciones, y esto cambia la naturaleza y los medios de lucha de los trabajadores. Los asalariados siguen como antes desahuciados de un patrono, siguen vendiendo su fuerza de trabajo al propietario de los medios de producción ; pero esta dependencia tiene más carácter social que antes. Ya existen los contratos colectivos, la seguridad social con el retiro, el seguro contra el paro, las vacaciones pagadas, etc. El problema fundamental sigue siendo el de la propiedad de la producción; no se trata del reparto o del consumo, pudiéramos decir; las relaciones esenciales se encuentran, como ayer, en la producción.

EDITORIAL

Repercusiones del Concilio

LA IGLESIA ESPAÑOLA
EN LA ENCRUCIJADA

UN gran malestar reina entre los católicos españoles. Para muchos de ellos, el malestar no es de ahora. Arranca desde el estallido de nuestra guerra civil, cuando el Episcopado —salvo muy raras pero honorosísimas excepciones— adoptó una actitud beligerante, colocándose al lado de quienes se alzaban contra la legalidad republicana. Y, además, invistiendo del carácter de cruzada al movimiento sedicioso. En los oídos de los pocos católicos que siguen resonando aún dolorosamente las belicosas palabras del entonces Primado de España, Cardenal Gomá : « No puede haber más pacificación que por las Armas. Hay que extirpar toda la podredumbre de la legislación laica. » Y aquellas otras no menos abominables del prelado Díaz Gomara: « Benditos sean los cañones si en la brecha que abren florece el Evangelio. »

El malestar fue creciendo, al correr de los años, por el mantenimiento de la colusión instaurada desde entonces entre la Iglesia y el régimen franquista. Pero, aun abarcando a un sector cada vez mayor de clérigos, vivía soterrado. Sólo algunas voces se atrevían, a veces, a romper el silencio: ora colectivamente, como entre los sacerdotes vascos; ora a título personal, como en el caso del Abad de Montserrat, Don Aurelio M. Escarré. Los demás callaban. Y callaban —debemos creerlo— no por falta de valentía, sino por temor de que Roma no compartiese plenamente sus inquietudes. Y por temor también de que, en definitiva, fuera la propia Iglesia quien saliese perjudicada, con mengua de la fe en el área del catolicismo español.

Fue preciso que adviniera Vaticano II para que el descontento no vacilase ya más en manifestarse a la luz del día. Seguros ya de que pisan terreno firme, quienes sostenían la idea de un cambio radical de actitud por parte del Episcopado están irrumpiendo briosamente en

escena. Se trata de promover un fuerte estado de opinión entre los católicos españoles —tanto clérigos como laicos— para que la Iglesia española se muestre acorde con su verdadero papel entre los hombres, según la definición que el Catolicismo ha dado de sí mismo en el Concilio.

Difícil, muy difícil es el empeño. Lograr que el Episcopado rompa las ataduras que le ligan al régimen franquista, cuando se sabe que la gran mayoría de sus miembros, como consecuencia del actual Concordato, deben sus puestos al «Caudillo», no parece cosa fácil; pedirle que cambie su inveterada concepción estática de la realidad por otra —dinámica y evolutiva— que contribuya a la reintegración de la Iglesia en el mundo, cuando sabemos la mentalidad medieval de que dio muestras en el Concilio la casi totalidad de la jerarquía española, tampoco parece que pueda tener un resultado prometedor.

Cierto: a pesar de tan extemporáneas intervenciones conciliares, los verdaderamente católicos españoles podían pensar y esperar que el espíritu de renovación decretado por Vaticano II sería acatado por la jerarquía española. No ha sido así, y ello ha aumentado el desasosiego, cual se desprende de la voz autorizada del padre José María González Ruiz denunciando recientemente, en « Cuadernos para el Diálogo », « el intento de escamoteo del Concilio que se ha hecho en España », al tiempo que anima calurosamente a la « minoría lúcida que ha comprendido y asimilado perfectamente la doctrina conciliar ».

Una clara muestra de la enorme tensión eclesial que viven actualmente los católicos españoles la ofrece la nota distribuida por la agencia «Pyresa». Acompañada del documento a que hace referencia, la insertamos en segunda página. Incluso con los titulares nada piadosos que le pone el diario falangista « Pueblo ».

ASÍ VA ESPAÑA

Dura represión del Gobierno contra la Universidad de Barcelona.

Sesenta y nueve profesores y veintiocho estudiantes

severamente castigados

El «Boletín Oficial del Estado» del 15 de septiembre publica una orden del Ministerio de Educación y Ciencias en la que se imponen muy severas sanciones a sesenta y nueve profesores y veintiocho estudiantes del Distrito Universitario de Barcelona. Es el resultado del expediente incoado por el inquisidor profesor Manuel Batlle, en funciones de juez especial nombrado por el Gobierno.

A los profesores se les acusa de haber firmado una carta dirigida al rector de la Universidad de Barcelona, el falangista García Valdecasas, adhiriéndose a la que con fecha 2 de diciembre de 1965 enviaron los estudiantes y en la que combatían las Asociaciones Profesionales (nuevo sindicato de estudiantes impuesto por el Estado), mostraban su disconformidad con las disposiciones normativas de di-

chas disposiciones y solicitaban el sobreseimiento de los expedientes que se instruían contra un número elevado de estudiantes; de haber dirigido un telegrama al ministro de Educación Nacional en el que se pedía la destitución del rector, el reconocimiento legal del Sindicato Democrático de Estudiantes — que sigue actuando en la clandestinidad — y la suspensión de todos los expedientes en causa contra profesores y estudiantes.

Los estudiantes están acusados de participación en los disturbios universitarios del invierno pasado.

A los profesores se les separa de sus funciones por dos años; a ocho estudiantes se les inhabilita por tres años para cursar estudios en todos los centros docentes y se les priva totalmente de los beneficios de la protección escolar por el mismo tiempo;

a nueve estudiantes se les inhabilita por dos años para cursar estudios en todos los centros docentes y se les priva totalmente por igual tiempo de los beneficios de la protección escolar; a dos estudiantes se les expulsa a perpetuidad de la Escuela de Comercio de Barcelona y se les priva total y definitivamente de los beneficios de la protección escolar; a dos estudiantes se les expulsa por dos años de la Escuela de Peritos Industriales de Barcelona y se les priva por el mismo tiempo de los beneficios

de la protección escolar; a cinco estudiantes se les expulsa por un año de la Escuela de Peritos Industriales de Barcelona y se les priva totalmente de los beneficios de la protección escolar por igual tiempo; a un estudiante se le expulsa por un año de la Facultad de Derecho de la Universidad de Barcelona y se le priva totalmente por dicho tiempo de los beneficios de la protección escolar; y finalmente, a un estudiante se le amonesta públicamente.

A otros tres profesores y seis estudiantes expedientados se les han sobreseido sus causas.

Esta tiránica actuación del Gobierno de Franco contra la Universidad de Barcelona forma parte de intento de sometimiento absoluto de todas las Universidades españolas a las normas fascistas del régimen. Pero actualmente eso no es ya posible y la Universidad española continuará su lucha el próximo curso por la democracia y la libertad. La represión inquisitorial que acabamos de señalar servirá de estímulo a los dignos profesores y estudiantes que mantiene ese combate.

P.S.O.E.

BURDEOS

El próximo domingo, día 25 del corriente, a las diez en punto de la mañana, celebrará esta Agrupación asamblea general ordinaria con un importante orden del día en el que figuran, entre otros asuntos, la lectura de circulares de nuestra Ejecutiva, la renovación de cargos reglamentarios y el balance de cuentas.

Todos los afiliados están en la obligación de asistir con la máxima puntualidad.

El Comité.

Toda la colaboración en español para LE SOCIALISTE debe dirigirse a:

A. GARCIA DUARTE
69, rue du Taur, Toulouse (H.-G.)

Voces de España

Las oligarquías y los grupos de presión

A raíz de la publicación de la nueva ley de Prensa, parece como si los españoles tuviésemos la manía de cultivar un insano derecho de diatriba y disconformismo con fórmulas y actitudes que pacientemente hemos venido tolerando durante tres decenios.

Tal es la plétora de comentarios, encuestas, opiniones y soluciones que salen al palenque político diario, con el pretexto de remediar los males que nos aquejan. Diríase que, desde que la polémica de las armas cesó en 1939, el pueblo español no tenía nada que decir nada de qué protestar, ni nada que pedir a sus gobernantes; bien que existiendo un régimen totalitario, en sus raíces y finalidades, era obvio que las voces discrepantes fueran acalladas con una furia represiva sin precedentes en la Historia.

Hasta podríamos afirmar que los socialistas, que nunca dejamos de hacer oír nuestra voz, no alcanzamos la fortuna de ser escuchados en aquellos organismos internacionales que, comprendiendo la justicia de nuestra causa, no tuvieron la valentía de prestar calor a las reivindicaciones que en favor de la clase trabajadora estaban moralmente obligados a defender.

Ha tenido que llegar esta hora de encrucijada, en la que las angustiosas previsiones se abren paso con exigencias de urgencia, para que se vayan abriendo nuevos horizontes prometedores de un mañana más lisonjero.

Sin embargo, la atonía del cuerpo social está tan generalizada, que en extensas capas del salariado no se valoran debidamente los hechos, ni se muestra el interés que es debido, precisamente porque falta un evidente sentido de responsabilidad, una educación obrerista, liberal y democrática que impide ver, con proyección nacional, los problemas que tanto nos afectan.

El trabajador actual se desinteresa de todo aquello que no presente una realidad crematística, sin pararse a pensar que las mejoras que ha conseguido tienen un disfraz tras el cual se adivina la fina pero recalcitrante explotación del esfuerzo humano.

No es necesario acudir a cifras espectaculares. El trabajador de cualquier actividad tiene un salario base, sus incentivos, sus pluses y sus «extras» que, sumados, totalizan cantidades sustanciales. Pero nadie se ha

parado a pensar que todas esas cantidades «no cotizan», y a efectos de la protección a que aspira el asalariado, las cotizaciones patronales quedan reducidas en muchos casos al 50 por 100 de la nómina real.

He aquí un sistema de explotación capitalista que demuestra bien a las claras que siguen dominando las oligarquías y que muchos preceptos legales son letra muerta para los patronos.

No queda ahí la explotación de los trabajadores, puesto que todos sabemos que en las industrias, en las oficinas y en los talleres, además de la jornada legal y del salario que por la misma percibe, se ha generalizado un bonito sistema de contratación mediante el cual se hacen trabajos «ajustados» o «a prima determinada» que no se pagan como horas extraordinarias, sino a un tanto alzado que el trabajador, siempre necesitado de ayudas — por este medio o por el llamado pluriempleo — ha de aceptar, a trueque de hacer jornadas agotadoras, que casi siempre suman, al cabo del día, entre las diez y las doce horas de trabajo efectivo.

Más estos sistemas y las restricciones de todo orden que las empresas practican no admitiendo personal cuando los negocios lo exigen, crea una verdadera crisis que se va acentuando paulativamente, pero que no tardando mucho acusará el espectro del paro.

Todavía hay otra vertiente del problema que ya ha sido objeto de serios comentarios y preocupaciones por parte de aquellos economistas que, no estando implicados en las responsabilidades oficiales, advierten con previsión los peligros de su desarrollo: es la agresiva limitación de edades que se advierte en las demandas de nuevos puestos de trabajo, hasta el punto de que las personas que, por su desgracia, hayan pasado de los 40 años y quedan sin empleo, difícilmente se podrán colocar en los más elementales y sencillos.

Es decir: cuando la edad del trabajador que, por su experien-

cia y constancia, podría considerarse óptima, la «manía» modernista de «promocionar jóvenes» condena a la masa más eficiente y experimentada al más irritante ostracismo, cuando no al paro vergonzante.

No somos tan cerriles que no admitamos esa promoción de la juventud como un movimiento lógico, cíclico, necesario y renovador de la vida laboral en todos sus aspectos. Nuestra simpatía ha estado y está con las generaciones jóvenes que, con su empuje, nuevas técnicas y sistemas adecuados, no sólo vienen a procurar la transformación industrial que los tiempos demandan sino a insuflar su potencia creadora en la economía general.

Pero volvamos a parar nuestra atención en punto tan importante como es esa forma solapada de explotación que, mansamente aceptada, puede conducir al país a una encrucijada de impotencia, que a todos nos dañaría.

No en vano venimos insistiendo, desde nuestros medios de expresión y con nuestra lucha sin descanso en la clandestinidad a que estamos sometidos, en la defensa de los postulados que consagren para la clase trabajadora española un nivel de vida actualizado, una libertad de sindicación incondicional, una libertad de contratación legítima una modificación substancial de los contratos de trabajo, reajuste de jornales y jornadas de trabajo; representatividad efectiva y democrática de los asalariados, con independencia y separación absoluta de las organizaciones industriales o patronales, como única fórmula viable de la dignificación e independencia del trabajador.

En un mundo que avanza por todos los ámbitos y todos los pueblos hacia un socialismo constructivo, no podemos los españoles quedar fuera, ni esperar indefinidamente a que el capitalismo más podrido y retrógrado de Europa pretenda mantener sus privilegios y siga explotando a quienes dan su sudor y su vida por el engrandecimiento de la nación.

Esta es la razón de la lucha de nuestra querida UNION GENERAL DE TRABAJADORES DE ESPAÑA, cuya historia seguimos escribiendo con nuestra sangre y nuestro esfuerzo los españoles que no aceptamos la dictadura ni sus procedimientos, prosiguiendo cada día con más fé dicha lucha hasta la victoria final sobre toda clase de explotadores.

MASIN.

Prohibición de un banquete de despedida al profesor Tierno Galván

Un numeroso grupo de amigos el profesor Tierno Galván, a quien como se sabe el Gobierno le ha prohibido de por vida el ejercicio de su cátedra, organizó un banquete de despedida del profesor Tierno, que marcha a la Universidad de Princeton en los Estados Unidos. En el último momento, el ministro de la Gobernación, general Camilo Alon-

so Vega, «el garrote de Franco», ha prohibido el banquete. Ello constituye una prueba más de la «liberalización» del régimen, que no contento con expulsar de la Universidad a profesores eminentes lleva su espíritu totalitario hasta prohibir que se reúnan en una comida un grupo de amigos para darles la despedida.

El Gobierno secuestra una traducción de «La Religiosa», de Diderot

El Juzgado Especial que en Barcelona instruye los sumarios por delitos de Prensa e Imprenta, a querrela del ministerio fiscal que actuó siguiendo órdenes del Gobierno, ha ordenado la recogida de la novela titulada «La Monja», publicada por una editorial de Barcelona. La obra citada es la traducción de la novela del filósofo y enciclopedista francés Dionisio Diderot, titulada «La Religieuse». Como es sabido, esta novela hace más de dos siglos que se publicó por primera

vez. El Gobierno francés prohibió recientemente la exhibición de una película sobre el tema del cineasta Jacques Rivette, pero la novela está a la venta pública en todas las librerías francesas, habiendo alcanzado estos últimos tiempos, a raíz de la prohibición de la película, un extraordinario éxito de venta.

La acusación del Gobierno español para la recogida de «La Monja» se basa en la pretensión de que su contenido es antirreligioso y contra la moral.

Procesamiento contra el autor de un libro

El Juzgado de Orden Público de Madrid ha dictado auto de procesamiento contra el escritor coruñés don Alberto Miguez, autor del libro «El pensamiento político de Castela». Castela es

el gran dibujante gallego que murió en el exilio. El libro había sido editado en Francia y la acusación se fundamenta en supuesto delito de propaganda ilegal.

Han sido procesados los señores Ridruejo, Sastre y López Salinas

En la tarde del 11 de septiembre ingresaron en la Prisión Provincial de Madrid don Dionisio Ridruejo, don Alfonso Sastre y don Armando López Salinas.

Poco antes de las cinco de la tarde el señor Ridruejo se presentó en la Dirección General de Seguridad para ponerse a disposición de la autoridad. Más tarde se presentaron los señores Sastre y López Salinas. Don José María Moreno Galván, en las mismas condiciones que los an-

teriores, fue autorizado a demostrar su ingreso en prisión por encontrarse conveiente de un accidente de automóvil en el que resultó herido.

Las causas son que se han negado a pagar las multas que les fueron impuestas por haber asistido el pasado 20 de mayo a una asamblea libre de estudiantes, celebrada en la Facultad de Ciencias Económicas y Políticas de la Universidad de Madrid.

Propuesta de expulsión contra cuatro estudiantes de Madrid

Acusados de haber participado en una asamblea libre de estudiantes celebrada el día 10 de diciembre último en el Aula Magna de la Facultad de Ciencias Políticas y Económicas de la Universidad de Madrid, fueron sometidos a expediente cuatro

estudiantes, entre ellos una muchacha. El juez instructor ha propuesto al ministro de Educación y Ciencias la expulsión de dichos estudiantes durante dos cursos del Distrito Universitario de Madrid.

ABONNEMENTS
et
REABONNEMENTS
au nom de :
Roger SOUTON
12, Cité Malesherbes - Paris-9
C. C. P. 18 585 03 - Paris

Querida María :

Quiero comenzar pidiéndote disculpas por salir en esta ocasión de la intimidad de nuestra correspondencia y traer a las páginas de LE SOCIALISTE el tema que últimamente es motivo de controversia entre nosotras. Pienso que siendo éste de interés para todas las mujeres que militan en nuestro Partido, quizá sea conveniente que se asomen a nuestros respectivos puntos de vista y así propiciemos más intervenciones en ste dialogar amistoso que sostenemos.

Te he dicho en otras ocasiones que me parece de suma necesidad establecer el mayor contacto posible entre el interior y el exilio socialista. Veintiseis años de separación, de vivir unos y otros en circunstancias y medios diferentes, por fuerza han de haber tenido alguna repercusión, si no en el contenido ideológico, sí en la mentalidad de apreciación y planteamiento de los problemas políticos y sociológicos. El Partido Socialista Obrero Español es uno solo, pero sus integrantes estamos hoy desparramados por todo el mundo y debemos buscar una mayor cercanía intercambiando ideas y pensamientos.

La integración de la mujer al PSOE es un imperativo de los tiempos que corremos, pero es inevitable que para lograrla surjan encontradas opiniones. No me estoy refiriendo al hecho en sí, que, como digo, es inevitable que se produzca, sino a la forma y procedimiento más adecuados para que éste se realice con rapidez y efectividad. Tú mantienes como principio que la mujer debe ir directamente a las Agrupaciones Socialistas, a una plena convivencia con los varones, sin hacer apartes para nada a través de los Grupos Femeninos. Ves en la existencia de ellos el peligro de fomentar una discriminación de sexos y propiciar la continuidad de esa postura de comodidad en que están colocadas las mujeres rehuendo las responsabilidades.

Lamento que no coincidamos en estas dos apreciaciones tuyas. La mujer, lejos de pretender construir un mundo aparte, está procurando salir de él, de ese mundo de atraso donde se ha malogrado su potencialidad creadora. Está luchando por incorporarse a la sociedad, no tanto como mujer cuanto como ser humano. Si su condición actual es de evidente inferioridad, mal puede enfrascarse en competencias de rivalidad con el hombre. Estos ensayos que algún día pretendió hacer un concepto

DESDE MÉJICO

Carta a una compañera del interior

feminista deshumanizado, ya no encajan en la época en que vivimos. El problema, amiga mía, no es de diferenciación de sexos de medir por separado los valores, catalogándolos según su condición biológica ; se trata, sencillamente, de alcanzar una integración humana, teniendo todos, hombres y mujeres, las mismas oportunidades de desarrollo.

¿Cuál es, pues, te preguntarán el objetivo de los Grupos Femeninos en nuestro Partido? «...crear en las mujeres las condiciones precisas para la acción política, sindical y cooperativa». Así reza en el artículo 59 del Re-

glamento de la Organización del Partido, cuando se especifica la función de los Grupos Femeninos. Efectivamente, ese es el propósito que cumplen, aunque la mujer de hoy tiene un campo más amplio de acción que el apuntado en ese artículo. Crear confianza en sí misma, ayudarla a vencer ancestrales temores y reservas en un medio sencillo, sin sentir la presión de la supremacía masculina: eso es fundamentalmente lo que se busca en las asociaciones femeninas.

Cierto que la mujer parece aceptar sin protestas que los puestos de más responsabilidad sean asumidos por los hombres. Pero esto es producto de una educación en la cual no hemos jugado ningún papel las mujeres. Una educación dispuesta y proyectada por una civilización netamente masculina que ha estado en vigor por siglos. Consecuencia de esa instrucción deformada es el mito femenino que ha encerrado a la mujer en un círculo de muy limitadas actividades. Todos sus recursos fueron encauzados hacia la función de esposa y madre ; sus virtudes eran cantadas a través del espíritu de sacrificio y la resignada actitud que observa en el seno de los hogares. Objeto de placer para el hombre y misión reproductora : eso era todo.

Es evidente que la mujer está comenzado a salir de ese mundo de frustraciones en que estuvo recluida. Pero el ritmo de esta evolución no es, naturalmente, parejo para todos los países, ni responde, tampoco, a cuanto está escrito en el papel o se vierte en mucha palabrería hueca. Las condiciones políticas, económicas y sociales marcan un desarrollo distinto entre los pueblos, y así como hay países que viven de acuerdo con los lineamientos del siglo XX, existen otros que apenas están en el XV o XVI. En la actualidad se ha legislado mucho en plan de concederle a la mujer una personalidad jurídica y darle un lugar en el concierto político y social, pero es fácil advertir que todas estas leyes pierden efectividad a la hora de llevarlas a la práctica. El hombre, encargado de aplicarlas, sigue aún viendo

con mucha cautela la capacidad de la mujer y ésta todavía no se libera de miedos y complejos. Vayamos hasta el ejemplo de nuestra patria y veamos lo que está escrito en el artículo primero de la ley del 28 de julio de 1961 del Fuero de los Españoles: « La ley reconoce a las mujeres los mismos derechos que al varón para el ejercicio de actividades políticas, profesionales y de trabajo, sin más limitaciones que las establecidas en la presente ley ». Hasta aquí todo parece marchar bien. Pero veamos ahora lo que encontramos en el artículo quinto de esa misma ley denominado **Los derechos políticos, profesionales y de trabajo de la mujer**: « Cuando por ley se exija la **autoridad marital** para el ejercicio de los derechos reconocidos en la presente, etc., etc. ». Es decir, querida amiga, que esa igualdad que se pretende establecer en un artículo, se restringe en otro, negando el principio de que «no se hará discriminación alguna en perjuicio del sexo o del estado civil ».

Tú dirás que son leyes de Franco, inspiradas por una mentalidad tradicionalista y reaccionaria. Así es, efectivamente, pe-

ro aunque los socialistas redactarían otras leyes más liberales y justas para la mujer, tenemos que aceptar que muchos de nuestros compañeros, prendidos aún de un espíritu patriarcal, procederían en muchos momentos en desacuerdo con el espíritu de esas leyes. Todo es producto de una educación, y por eso comprendo que la emancipación femenina surgirá de las nuevas mentalidades, del sector hoy joven que está siendo formado con una visión más equitativa de los valores humanos.

Me hablas de las mujeres que tienen una capacidad y experiencia para desenvolverse en nuestras organizaciones como las guías más adecuadas para lograr una incorporación masiva del elemento femenino a nuestro Partido. Indudablemente que así debiera de ser, pero estas compañeras, en una gran mayoría y en virtud de que están habituadas a moverse políticamente en medios de influencia varonil, suelen carecer de las condiciones necesarias para interpretar la situación en que se encuentran las demás mujeres. Ellas han superado ya ciertas etapas y prefieren alternar con los hombres, librando individualmente la batalla por ser parte, en plenitud de condiciones, de la colectividad socialista.

Quedan muchas cosas en el tintero, querida, pero las dejaremos para otra oportunidad. En ti abraza cariñosamente a todas nuestras amigas del interior de España.

Purificación TOMAS.

« El buen socialista observa en todo momento una conducta moral en su vida privada o pública, en armonía con las ideas que profesa, y da prestigio a su persona y a su Partido. »

« El buen socialista sabe diferenciar los fines que persigue el Socialismo y otras comuniones políticas, filosóficas o religiosas, y tiene el convencimiento de que aquél es el llamado a realizar la transformación del régimen capitalista en otro de verdadera democracia económico-social y que sin ésta no es posible la democracia política. »

« El buen socialista no defiende sus ideas a base de injurias, calumnias ni ofensas personales contra el adversario político ; es comprensivo y tolerante con las ideas ajenas, sean políticas, económicas, filosóficas o religiosas, y observa con él relaciones correctas sin debilitar ni ceder por ello en sus convicciones. »

« El buen socialista no es versátil, sino consecuente, porque antes de realizar sus actos los medita y los reflexiona. »

« El buen socialista no es vengativo, sino justiciero. »

LARGO CABALLERO

Une révision... mais laquelle ?

par Léo COLLARD

(Président du Parti Socialiste Belge)

« L'idée socialiste est dépassée. Le P.S.B. en est resté à la Charte de Quaregnon, qui est vidée de sa substance ». Voilà, résumé en deux phrases, le leitmotiv d'adversaires qui ne font guère d'efforts pour renouveler leur litanie.

Litanie est le mot juste, car ces critiques ne sont que la fastidieuse répétition de celles qui, en réalité, ont commencé dès la naissance du socialisme ; et beaucoup de « fossoyeurs » du socialisme sont morts et oubliés depuis longtemps. Par ailleurs, elles participent le plus souvent de la mauvaise foi, ou simplement de l'ignorance.

Comment expliquer autrement cette affirmation que l'idée socialiste serait dépassée, alors qu'elle est en train de faire le tour du monde et que ceux qui la combattent sont amenés à trouver que le meilleur moyen de le faire est de la plagier, jusque dans sa terminologie ! Il n'y a pas un programme politique contemporain qui ne doive quelque chose à l'idée socialiste.

Quelle raison aurions-nous dès lors, de l'abandonner, nous socialistes, alors que sa pertinence et sa valeur nous sont démontrées tous les jours. Mais sa formulation est-elle encore adéquate ? Cette question nous amène, en ce qui concerne le socialisme

belge, au problème de la Charte de Quaregnon.

S'il y a un « faux problème », c'est bien celui-là. La Charte de Quaregnon contient à la fois une déclaration de principes et l'indication, fort générale d'ailleurs, de ce que l'on pourrait appeler un programme d'action. Les principes sont ceux du socialisme. Faut-il aujourd'hui les préciser davantage ? Il n'y a pas d'inconvénient, pour autant qu'il s'agisse d'en enrichir la substance, et non de la trahir.

Pour le reste, il n'y a aucun socialiste belge qui prétende que rien n'a changé depuis 1894 et que, par conséquent, le programme d'action doit encore être celui qui répondait à la structure économique et sociale de la fin du XIXe siècle. C'est tellement vrai que — on semble l'oublier — ce programme n'a cessé d'être constamment adapté à l'évolution des faits.

Il est donc totalement faux que le socialisme belge en soit resté à son programme initial. Une étude comparative, à partir par exemple du lendemain de la première guerre mondiale, serait absolument démonstrative. La dernière adaptation date de 1959 et c'est de là qu'il faut maintenant partir, si l'on veut vraiment faire une œuvre positive qui, selon ma conviction, peut être rapide.

Les matériaux existent. Car il serait également faux de penser que le socialisme belge vitote dans la stagnation intellectuelle et qu'aucun effort n'y est fait pour tenir « dans le courant » la formulation du programme socialiste. Ceux qui croient cela ne lisent certainement pas **Socialisme et Socialistiche Standpunten** par exemple. Ces deux revues ont publié, au cours des dernières années, de nombreuses et excellentes études. Le moment est venu d'en faire la synthèse.

D'autre part, l'action politique immédiate doit pouvoir partir de vues précises sur les problèmes de la société contemporaine : expansion économique, prix de revient, santé, fiscalité, jeunesse, réforme de l'Etat, etc. Sur le plan international : problèmes de la paix et du tiers monde.

Ce travail est en cours, tant au sein du Parti que de l'Action commune, car des questions concernent le mouvement socialiste tout entier, et c'est à ce niveau que les vues doivent se confronter et se rencontrer.

Laissons donc de côté les controverses autour de la Charte de Quaregnon. Elles ne pourraient que nous diviser sans utilité et nous retarder dans l'effort que je viens d'indiquer et qui peut, rapidement, donner des résultats positifs.

América

Crônica del Caribe

La doctrina Betancourt

El nuevo atropello llevado a cabo por el desprestigiado ejército argentino, ha dado relieve una vez más a la doctrina Betancourt. Su promotor el insigne Rómulo Betancourt, figura continental y primer presidente electo de Venezuela que pudo completar su período sin ser derribado por cualquier golpe militar o de otra especie, la resume así: «Venezuela no reconocerá a ningún Gobierno nacido de un golpe de fuerza, mientras este Gobierno no demuestre en las urnas que tiene la mayoría del país».

Desafortunadamente el único país hemisférico que aplica la doctrina Betancourt es Venezuela. En esta materia, los demás países, en su gran mayoría, se contentan con seguir el ejemplo de Washington que rechaza con mucha indignación a las dictaduras de izquierda pero se apresura en reconocer a las de derecha.

No hace mucho tiempo el embajador venezolano en Washington, Enrique Tejera París, glosando la doctrina Betancourt y comentando los vínculos que pueden establecerse entre dictadura de derecha y dictadura de izquierda, defendió el derecho de su país a desconocer a los Gobiernos de facto en el hemisferio y añadió que «esa posición tiene raíces históricas». En efecto «en el siglo pasado Bolívar no fue hasta Bolivia porque tuviera designios napoleónicos y quisiera instaurar príncipes venezolanos en las naciones que ayudamos a establecer. Nos movía la decisión de extender la libertad alejando al enemigo de nuestras fronteras».

«Como ayer hoy nos mueven los mismos motivos, siendo ahora los enemigos las dictaduras que en el fondo sólo estimulan el avance comunista. El comunismo florece mejor en las dictaduras, que son su caldo de cultivo, pues puede propiciar la teoría del frente único y eventualmente lograr su dirección».

«Como en las dictaduras nadie declara su ideología, los comunistas se infiltran en todo género de posiciones, a veces con la ayuda de los dictadores mis-

Tejera añadió «esta experiencia es bien conocida en nuestros países». Y continuó diciendo: « El pueblo, y los trabajadores en particular, no pueden ver con simpatía la creación de una dictadura. Es claro que la democracia no conviene a los comunistas, pues para llegar al poder necesitan primero quitar al pueblo el poder. Como no pueden hacerlo por medios directos, crean artificialmente el clima necesario para que lo hagan las fuerzas reaccionarias. Nosotros no propiciamos leyes continentales ni vacunación contra ningún mal, pero es obvio que tenemos que tomar nuestras propias medidas para defendernos de él, y actuar con otros para evitar epidemias ».

Y para evitar todo mal entendido dijo que su país continuará ejerciendo sus derechos soberanos, «aunque preferimos la acción colectiva. En ese sentido es un buen progreso hacia el respeto a la carta de la O.E.A. la decisión de celebrar consultas interamericanas en la materia». Aquí Tejera hace alusión a la reciente conferencia de Río de Janeiro que establece un mecanismo de consultas informales cuando se presenten casos en que se requiera extender reconocimiento diplomático a un Gobierno de facto.

«La democracia debe afianzarse principalmente con el más hondo respeto a los partidos políticos, que son el único instrumento conocido para la organización de comunidades democráticas. Pensar que porque hay algunos malos políticos hay que abolir los partidos es como querer ilegalizar la medicina porque algunos médicos no son considerados con sus pacientes».

Y para concluir Tejera señaló que «aquellos que creen que los pueblos latinoamericanos no están maduros para la democracia, dudan en realidad de sus propia madurez». Hasta aquí el embajador Enrique Tejera París cuyos conceptos nos han permitido escribir esta crónica y dar una idea clara de la doctrina Betancourt, una de las pocas doctrinas sinceras de las tantas que corren por nuestro mundo.

Adolfo LEON.

On a interdit EL SOCIALISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous voulons simplement, en frères, vous rendre un peu des moyens que l'on vient honteusement de vous ravir.
Georges BRUTELLE
Secrétaire général adjoint de la S. F. I. O.

LE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE

Se ha prohibido EL SOCIALISTA; nosotros os devolvemos LE SOCIALISTE. Queremos sencillamente restituíros, como hermanos, algo al menos de los medios que tan vergonzosamente os acaban de quitar.
Georges BRUTELLE
Secretario general adjunto de la S. F. I. O.

Los problemas de la Universidad española

Diez y ocho profesores de gran significación en la docencia española analizan la situación actual de nuestra Universidad, subrayan las carencias de la misma, señalan los orígenes de ellas y proponen los remedios indispensables que responden a las exigencias de nuestra época. Este grupo de profesores se solidarizan con la inquietud exteriorizada por los estudiantes y piden sean reintegrados a sus cátedras los profesores que injusta y arbitrariamente fueron expulsados de la Universidad (N. de la R.).

La Universidad española ha llegado a ser en los últimos tiempos tema nacional; tal es la razón que nos ha movido a redactar este documento a los profesores que lo firmamos. Creemos, en efecto, que la autocritica es la forma más digna y responsable de la crítica, y estimamos un deber expresar nuestra opinión, admitiendo de antemano que puede no ser la de todo el profesorado universitario. Desde una Universidad muy determinada, la de Madrid, después de haber visto desatendidas varias respetuosas peticiones relativas a los problemas universitarios y de haber solicitado en vano la convocatoria de Claustro general, queremos llamar seriamente la atención del poder público y de la sociedad española acerca del tan complejo y delicado tema de la enseñanza superior. Y no hemos querido hacerlo hasta el término del curso académico, para que no pudiera imputársenos el propósito de alentar el desorden o de apoyarnos en él.

En la génesis del malestar universitario vemos mezclarse problemas de muy diversa índole: didácticos, científicos, económicos, sociales y civiles.

El problema didáctico

Partamos de un hecho patente: el general descontento ante la enseñanza que se da en nuestra Universidad. Alguien lo imputará, en primer término, a la deficiencia de quienes en la Universidad enseñamos. Creemos, sin embargo, que la competencia y el rendimiento del profesorado universitario de España no son inferiores a los de cualquiera de los restantes cuerpos profesionales de nuestra sociedad. Esta verdad no nos contenta, porque la actividad técnica y profesional de la sociedad española dista mucho de ser satisfactoria. Pero acaso la previa declaración de ella nos permita pasar sin mayor embarazo a un examen de las restantes causas del malestar.

Aparte la ya antigua inadecuación de muchas de nuestras técnicas didácticas a las exigencias de la enseñanza superior, y no contando la insuficiente formación intelectual con que suelen llegar a la Universidad los alumnos de los Centros de enseñanza media, dos nos parecen ser los más importantes fundamentos reales del descontento: la enorme escasez del profesorado intermedio y la masificación del alumnado universitario.

Nuestros métodos didácticos suelen ser excesivamente tradicionales. Nuestra preocupación por los aspectos universitarios de la pedagogía es punto menos que nula. Nuestro sistema de acceso a la docencia, tan precariamente objetivo, no acaba de ser satisfactorio. Pero estas notorias deficiencias palidecen al lado de otra: la tremenda escasez del profesorado intermedio. El contribuyente español ha gastado miles de millones de pesetas en una Ciudad Universitaria que sólo presta pleno servicio cuatro o cinco horas al día. ¿Por qué? Ante todo, porque entre el catedrático titular y el alumno no existe el equipo de docentes retribuidos que la enseñanza universitaria tan inexcusablemente requiere. En cursos cuya matrícula rebasa el millar o se acerca a él, ¿qué puede hacer, por mucha que sea su abnegación, un catedrático que sólo dispone de uno, de dos, a lo sumo de tres, profes-

sores adjuntos? Todos saben que nuestra Universidad se ha masificado, sin que paralelamente haya aumentado el número de sus profesores. Pese a las restricciones que por razones nada didácticas han sido últimamente establecidas, el número de los alumnos en ella matriculados es del orden de los treinta mil. Este hecho no es por sí mismo deplorable, porque expresa con arrolladora evidencia la creciente extensión social del deseo de recibir enseñanza superior; pero sólo con una acertada suma de criterios, métodos y recursos puede ser rectamente afrontado. ¿Resultado admisible, por ejemplo, que ciertas instituciones docentes oficialmente reconocidas y ayudadas puedan practicar el «numerus clausus», mientras se deja a la Universidad oficial inerme o indotada frente al aluvión? A pesar de las meritorias disposiciones de los últimos meses, el problema didáctico se halla planteado en nuestra Universidad en términos tan agudos como insatisfactorios, y requiere soluciones urgentes.

El problema científico

Además de enseñar la ciencia, la Universidad debe hacerla. Entre nosotros empezó a sentirse esta necesidad a fines del siglo pasado y comienzos del presente. La Junta para Ampliación de Estudios, sin duda la más importante expresión administrativa del nuevo espíritu, merece gratitud de todos los españoles. Dentro de una sociedad tan poco dada a la estimación y el cultivo de la ciencia, pocas instituciones habrán realizado una obra científica comparable a la suya. Acaso deba hoy censurarse su orientación extrauniversitaria; aunque la situación intelectual de la Universidad española cuando la Junta fue creada diera algunas razones a tal proceder.

De la Junta para Ampliación de Estudios ha sido sucesor el Consejo Superior de Investigaciones Científicas. Desde su nacimiento ha prevalecido en éste una actitud abierta o larvada, una actitud adversa contra los «hombres de la Junta». Y en un momento en que las cosas podían y debían plantearse de manera bien distinta, continuó y hasta acentuó su política de apartamiento de la Universidad.

Siendo tan escasos los recursos económicos y humanos de la investigación, ¿no parece preferible que la vinculación entre la organización científica y la Universidad deje de ser esporádica y personal y se haga funcional e institucionalizada? En la situación actual, las dos partes salen perdiendo. La Universidad, tan insuficientemente dotada con las actuales ayudas a la investigación, se empobrece espiritual y materialmente, y la huida de profesores y licenciados brillantes hacia situaciones profesionales alejadas de la Universidad tiene que hacerse costumbre. El Consejo, a su vez, separado por su propia constitución de las promociones juveniles, no siempre recibe de éstas la sangre nueva más adecuada a sus necesidades.

Frente a situación tan insatisfactoria, sería necesario: primero, un considerable aumento del tanto por ciento de la renta nacional dedicado a la investigación científica, hasta ponerlo en el nivel de los países plenamente desarrollados; segundo, la conexión funcional entre la Uni-

versidad y el Consejo Superior de Investigaciones Científicas; tercero, la rápida implantación de criterios verdaderamente científicos y actuales en las organizaciones dedicadas al cultivo de la ciencia; y cuarto, el establecimiento de un extenso plan de ayudas particulares que suscite el trabajo científico en toda la extensión de nuestro territorio.

El problema económico

De nada servirían las disposiciones legales más certeras y las más abnegadas actitudes personales, si la Universidad no dispusiera de medios económicos proporcionados a la importancia de su misión.

Limitémonos a la nuestra, la de Madrid. Es cierto, como antes indicábamos, que el Estado español ha gastado miles de millones de pesetas en la edificación de la Ciudad Universitaria. Demos por bueno lo hecho. Pero, por amplios y lujosos que inicialmente sean, ¿son suficientes unos edificios para el funcionamiento eficaz de una Universidad? La dotación de nuestras bibliotecas y laboratorios es, sin hipérbola alguna, irrisoria. La retribución del profesorado intermedio, bochornosa. Basta comparar el presupuesto global de la Universidad de Madrid con el de cualquiera equiparable a ella entre las europeas y las hispanoamericanas, para medir el interés «real» de nuestro Estado y nuestra sociedad por la Universidad y su rendimiento.

No es necesario acumular argumentos para demostrar que el desarrollo económico depende esencialmente de las llamadas «inversiones en capital humano»; es decir, de la creciente educación colectiva, tanto de orden científico y técnico como de carácter humanístico. Pues bien: las «inversiones en capital humano» son entre nosotros enormemente deficientes, a juzgar por los pocos informes oficiales.

Una conclusión se impone: mientras en España no cambie de manera sustancial la distribución de los fondos públicos —con otras palabras: mientras no sea dedicada a la enseñanza y la investigación científica una parte considerable del dinero que hoy se emplea en otras atenciones—, no podremos disponer de Universidades e instituciones científicas a la altura de las exigencias de nuestro tiempo.

El problema social

¿Qué muchachos ingresan como alumnos en las Facultades universitarias y Escuelas Técnicas Superiores? ¿De qué grupos sociales proceden? ¿Qué relación existe entre la composición social del alumnado y la actividad docente de la Universidad? Desde su nacimiento hasta hace pocos lustros, la Universidad ha vivido tácticamente adscrita a las formas de vida que ya es tópico llamar «burguesas». Con suma claridad lo demuestra lo procedencia social de los profesores y los alumnos hasta bien entrado el siglo XX; más también, afinando la mirada, el tipo de formación intelectual que en la Universidad ha venido dándose. Tomada en su conjunto, la población universitaria constituía un grupo entregado a las ocupaciones «liberales» o caminante hacia ellas; ocupaciones cuya existencia social se apoya, tantas veces sin conciencia de ello, sobre la actividad de mucho más amplias capas de trabajadores, a las que se relegan los quehaceres mecánicos de la producción.

Con celeridad mayor o menor, todos los países cultos tratan de ir resolviendo tan viciosa situación. En todos ha crecido considerablemente el número de alumnos procedentes de las clases trabajadoras, y en todos se va modificando, con arreglo a esta necesidad, la estructura y el contenido de los planes de estudio.

Pese a la ya patente exigencia de nuestra sociedad, el retraso de la Universidad española no puede ser, a este respecto, más flagrante y significativo. Apenas rebasa el 1 por 100, entre nosotros, el número de hijos de obreros que ingresan en las aulas universitarias. En Inglaterra, ese número es superior al 20 por 100; en Francia, donde la proporción alcanza ya el 5 por 100, va siendo general la conciencia de la pequeñez de esta cifra y se estudia y reclama su aumento, mientras que en España apenas existe la noción de lo que esto representa en el doble orden de la justicia y de la eficacia. Las plazas de nuestros Colegios Mayores son patrimonio casi exclusivo de las clases «acomodadas». Las becas, concedidas, es cierto, en cantidad considerable, no son adjudicadas con arreglo a un verdadero plan nacional, y en gran número de casos sólo sirven para incrementar a pocos años vista la cifra de los «parados intelectuales».

Basta lo expuesto para advertir que, desde un punto de vista meramente social, nuestra Universidad necesita transformar ampliamente la composición de su alumnado, cambiar la mentalidad, los métodos y los fines de su enseñanza seriamente la ordenación de su servicio a la sociedad.

El problema civil

Respecto del orden civil que la rodea, la vida universitaria es a la vez vivero y espejo. La Universidad expresa el tipo de convivencia que explícita o implícitamente desean los grupos y las clases dominantes en el país y revela por otra parte, la tensión entre ese deseo y el sentir de la fracción más vivaz y menos comprometida del cuerpo social.

Los incidentes que desde hace unos años vienen reiterándose en nuestras Universidades, que han culminado en el cierre de la de Barcelona, indican con claridad insuperable que en la juventud universitaria alienta el deseo de una vida civil cuyos principios rectores sean el pluralismo ideológico, la auténtica representatividad, la libertad y la justicia social. Unos de manera activa e incluso arriesgada, otros mediante una actitud pasiva y táctica, casi todos nuestros estudiantes quieren atenerse a tales principios en su vida académica y ciudadana. ¿Puede extrañar que así sea, cuando una encíclica pontificia y un Concilio Ecuménico han declarado válido y deseable este modo de vivir? Y si el mundo que rodea a la Universidad no ofrece cauce idóneo a tal concepción de la vida civil, ¿puede sorprender que una parte del alumnado universitario se politice nerviosamente dentro de ella?

Los profesores que firmamos el presente documento declaramos abiertamente nuestra conformidad con los principios que orientan esa general aspiración de la juventud universitaria; y no sólo por razones de actualidad histórica, sino porque los juzgamos objetivamente adecuados para una recta ordenación de la vida civil. Más aún; porque en ellos vemos el único fundamento válido para construir, en España o donde sea, una Universidad verdaderamente satisfactoria.

Queremos, en efecto, una auténtica libertad de cátedra: sólo con ella podrá incorporarse viva y eficazmente nuestra Universidad a la plenitud del pensamiento actual. Queremos, asimismo, un orden jurídico que garantice en la Universidad una paz verdadera y digna, no un simple orden externo basado sobre la conminación. A la vista de los acontecimientos del presente curso, afirmamos resueltamente la ineludible y urgente necesidad de revi-

sar a fondo el régimen ordenador de las asociaciones escolares, adaptándolo a los principios antes señalados. No podemos aceptar la imposición de multas como procedimiento de sanción académica, y nos repugna la discriminación política, hoy repetidamente practicada en diversos aspectos de la vida estudiantil. Propugnamos con toda firmeza la cancelación de los expedientes instruidos contra tantos alumnos y de las sanciones que hace meses fueron impuestas a cinco compañeros de docencia, y en ningún momento podremos considerar verdaderamente «nuestras» aunque sigamos prestando servicio en sus aulas, una Universidad de la cual ellos no sean parte. Deseamos, en suma, la paz, el buen orden jurídico, la eficacia docente y científica y la adecuación histórica y social de la Universidad española.

CONCLUSION

Dos órdenes de medidas parecen, pues, necesarios. El primero comprende las de carácter previo y urgente; esto es, las conducentes a restablecer o establecer en nuestra Universidad la paz verdadera, la confianza mutua y una real apertura de las almas hacia el futuro. El segundo concierne a las que, siendo decenal, para el desarrollo científico y educacional de España, con las consiguientes reformas en la estructura de nuestra ordenación económica, y una ley que como fruto de la más amplia información pública regule la vida universitaria con arreglo a nuestras posibilidades reales y según las verdaderas exigencias de nuestra época.

Al término de este escrito, obra auténticamente colectiva de todos sus firmantes, nos importa hacer constar que en su confección no nos ha movido la complacencia en la crítica negativa, sino la esperanza en las posibilidades de nuestro país. Desde hace tres cuartos de siglo, la producción intelectual y literaria de los españoles viene siendo la parcela de nuestra actividad que con más íntima satisfacción podemos exhibir; y esta realidad, unida a la transformación que se está operando en nuestra sociedad y a la evidente madurez histórica con que viene procediendo lo mejor de nuestra juventud universitaria, nos hace ver como meta posible, si todos nos ponemos a ello, una Universidad donde se cumplan las aspiraciones que aquí hemos expuesto.

Madrid, 15 junio 1966.

Gonzalo ARNAIZ, Luis DIEZ DEL CORRAL, Antonio GALLEGO, Eduardo GARCIA ENTERRIA, Pedro LAIN ENTRALGO, Rafael LAPESA, José Antonio MARAVALL, Francisco MORAN, Carlos OLLERO, Francisco ORTOS LLORCA, Jesús PRADOS ARRARTE, Luis Angel ROJO, Joaquín RUIZ-GIMENEZ, José Luis SAMPEDRO, Carlos SANCHEZ DEL RIO, Antonio TRUJOL, Rodrigo URÍA, Angel VIAL.

Comité de Rédaction de LE SOCIALISTE :

Jean PAUL-BONCOUR
Suzanne LACORDE
Georges GUILLET
Gérard JAQUET
Joseph BEGARRA

Administrateur :
Roger SOUTHON